



# cerises

## la coopérative

### Humeur de Cerises

Gros succès pour la collection privée Banksy Humanité, exposée du 3 au 17 octobre à Montpellier durant le sommet Afrique/France : elle a accueilli 12.000 visiteurs et permis de récolter 32.647 euros au profit de l'Océan Viking, le bateau de l'association d'aide aux migrants SOS Méditerranée. L'éditeur local Anagraphis avait déjà récolté à Grigny 13 500 € au profit d'une association de l'Essonne.

La cop26 a accouché d'un nuage, la banquise d'une fracture....

47 181 m<sup>3</sup> de bois (pour le seul mois de juillet 2021, un record !) ont été vendus à la Chine. Des tonnes de châtaignes sont achetées à des chinois. Coût carbone de ces échanges?

Les décisions rendues par la justice française « dans un délai déraisonnable » qui ont fait l'objet d'une procédure par les justiciables concernés/es a coûté 7 millions d'euros en 2 ans (selon Dalloz actualités du 12/10). Une telle somme permettrait de payer combien de magistrats/es et greffiers/es ?

### Agenda militant

**9 décembre 2021 18h**

Meeting solidarité kanakie



**4 Décembre**

Manifestation contre le chômage et la précarité

**18 décembre**

Pour les droits des migrant.e.s  
Rassemblements partout en France

## Finis le temps des colonies ?

En Guadeloupe, Kanaky, Martinique, pays sous joug de la colonialité française, là non plus le capitalisme n'a pas inventé l'épidémie de COVID-19. Il est néanmoins responsable de sa propagation mondiale, des décisions des (Ir) responsables gouvernementaux, des mesures punitives parfois sans aucun rapport au COVID, de la destruction continue des services publics, des déclarations aussi péremptoires que contradictoires, etc. C'est le terreau de proclamations désespérées, dangereuses. Pour autant, elles ne cachent les réalités massives. Le mouvement Guadeloupéen essentiellement « contre le vaccin » ? 85% du personnel soignant est vacciné ! Il n'empêche sa participation aux grèves, manifestations, blocages de rues, est notoire.

La rébellion a son lot d'exactions qui contredisent l'élan émancipateur. Choux gras de la presse métropolitaine aux ordres, elles sont l'écho et la rançon de l'immense misère populaire et de la rage douloureuse de la jeunesse. Se joue la construction collective, pas à pas, entre hésitations, et incertitudes, d'un mouvement où premières et premiers concernés.es prennent leurs affaires en mains. Ainsi des travailleurs/ses de la santé. Sans attendre les consignes hiérarchiques, elles et ils ont souvent désobéi pour sauver des vies dès le début de la pandémie<sup>1</sup>. Cette rébellion gagne tous les secteurs. Les enseignants exigent, entre autre, que le bâtis scolaire chancelant soit rénové et débarrassé de ses rats. 2 jours sur 3 on vit sans eau en Guadeloupe, et quand elle coule, c'est chlordécone et matières fécales comprises. Mais le gouvernement répond par l'envoi du GIGN et du RAID pour appuyer les forces militaires et policières d'occupation déjà présentes.

Guadeloupe, Martinique : on parle là d'une population victime d'un empoisonnement de masse, poursuivi par l'Etat colonial durant des dizaines d'années afin d'assurer les profits liés à la monoculture de la banane. L'Etat a empoisonné 95 % de la population de la Guadeloupe, 92% de celle de Martinique et pollué les sols pour six siècles. La population se révolte, se rassemble autour des organisations syndicales qui fédèrent une alliance, dans laquelle on trouve une dynamique, proche des pratiques et réflexions d'une partie des Gilets jaunes en France (réappropriation des territoires, action directe, revendications sur le pouvoir d'achat et les libertés, démocratie...).

Dans l'océan pacifique, au profit d'un impérialisme français affaibli, jouant des exigences des partisans de la Kanaky française, l'Etat colonial impose sa date de referendum sur l'avenir du pays malgré la non-participation du peuple premier, le peuple Kanak qui doit d'abord faire le deuil de ses morts<sup>2</sup>. ●

Catherine Destom Bottin



Christian Mahieux



1. Voir les nombreuses luttes collectives émancipatrices de ces travailleurs et travailleuses dans le monde entier. Un aperçu dans Covid, un virus très politique, collectif, Editions Syllepse, 2020 ou sur [www.laboursolidarity.org/-Sante-](http://www.laboursolidarity.org/-Sante-)

2. Voir dans ce numéro l'interview de labe Lapacas et les informations du collectif [solidaritekanaky.fr](http://solidaritekanaky.fr)

## États-Unis : un goût de rébellion sociale



Ils et elles sont près de 5 millions à avoir abandonné leur travail. Une « grève générale » qui ne dit pas son nom. D'autres sont en grève sur leurs lieux de travail. À la fois contre leurs patrons mais aussi contre leurs directions syndicales bureaucratiques.

Revenons sur ce qu'on appelle désormais la « grande démission ». Certains/es de ses « refuzniks » se filment en direct en quittant leur travail et en s'exclamant « Content/e de quitter ce boulot de merde ! » et diffusent leur message

sur les réseaux sociaux. Succès garanti. Le patronat est désemparé, mais la gauche également qui peine à comprendre ce phénomène. Les secteurs les plus touchés sont l'hôtellerie, la restauration et le commerce mais aucun secteur n'échappe au mouvement comme par exemple les banques. Une rébellion sociale qui certes ne trouve pas ou ne choisit pas les moyens d'une expression collective, mais dont « l'humeur » indique des changements tangibles des relations d'une fraction du salariat au travail.

Ceux et celles qui sont restés/es à leur poste de travail ne sont pas en reste

Chez John Deere (usines de tracteurs) 10 000 travailleurs/ses (sur 14 sites différents) après plusieurs semaines de grève viennent d'obtenir une meilleure convention collective, avec une augmentation de salaire immédiate de 10 % et une prime à la signature de 8 500 dollars et même une forme d'échelle mobile des salaires. Ces travailleurs/ses ont imposé à leur direction syndicale que toute proposition de convention collective leur soit soumise désormais 15 jours avant tout vote de ratification et non 2 jours comme précédemment. La question de la démocratie syndicale est également un objet de conflit dans l'historique syndicat de l'automobile UAW. En cause l'élection des directions syndicales par un système pyramidal de délégués/es. Les syndiqués/es revendiquent une élection directe par les membres eux et elles-mêmes : « Je soutiens les syndicats mais je ne soutiens pas (la direction de) l'UAW. Ils sont corrompus » explique un syndicaliste. Même question dans le syndicat des Teamsters, qui syndiquent bien au-delà conducteurs routiers, notamment dans les entrepôts d'Amazon. Une liste anti-corrupcion et démocratique soutenue par la Teamsters for a Democratic Union (TDFU, regroupement de gauche de syndicalistes) vient d'emporter les élections à la direction du syndicat. Un séisme dans le champ syndical. Ajoutons deux autres exemples de conflits. 1 000 mineurs syndiqués en Alabama sont toujours en grève après huit mois, luttant pour une rémunération et des horaires de travail décentes et les travailleurs des usines céréalières de Kellogg qui sont toujours en grève depuis deux mois sur la question de leur convention collective. Les exemples de grèves « dures » se multiplient. Elles ont la particularité de ne pas être sur la défensive face à des licenciements, mais d'exiger des garanties sociales ou des augmentations de salaire. Même, Hollywood a échappé à une grève générale des 60 000 travailleurs du cinéma et de la télévision, membres du syndicat IATSE, grâce à un accord trouvé à la dernière minute, accord par ailleurs contesté par de nombreux syndicalistes. Autre victoire récente : 30 000 soignants des hôpitaux Kaiser ont imposé une nouvelle convention collective avantageuse face à une direction particulièrement féroce.

● PATRICK LE TRÉHONDAT

## Bloquer les frontières ? Non, lever les brevets !



Un nouveau variant du Sars cov2 a été séquencé. Ce nouveau variant serait plus infectieux. Ce qui potentiellement veut dire que les vaccins pourraient être moins efficaces en terme de protection contre le nouveau variant, alors qu'ils étaient restés bien protecteurs face au delta, et que les patients qui ont déjà eu la covid pourraient plus facilement se réinfecter. Mais l'information clef pour l'avenir, c'est la transmissibilité, c'est à dire la capacité de se transmettre d'un individu à un autre.

Alors que l'émergence du variant omicron peut relancer encore la pandémie, les seules annonces concernant les restrictions au transport. Un vrai scandale, car l'on sait que ce type de mesures ont déjà été inefficaces pour bloquer le variant delta! Des annonces très politiques donc, et bien peu scientifiques, de gouvernements des pays riches qui flattent depuis le début le nationalisme vaccinal, et une illusoire fermeture des frontières. Or l'émergence de ce nouveau variant est un acte d'accusation terrible contre toutes les poli-

tiques de nationalisme vaccinal, qui privent de dose de vaccins les pays pauvres et notamment l'Afrique australe, où le delta était déjà né. Un apartheid vaccinal qui fait que sur les 6,5 milliards de doses injectées, seulement 2,5 % l'ont été en Afrique! Les capitalistes refusent la levée des droits de propriété, la levée des brevets pour défendre les 1000 dollars par seconde que les brevets sur les vaccins covid leur rapportent.

Le 30 novembre devait s'ouvrir à Genève la réunion interministérielle de l'OMC. C'est déjà un scandale que ce soit une instance sur le commerce qui décide de fait de la politique sanitaire face à la pandémie. C'est un scandale que depuis un an l'Union Européenne, Macron, la Suisse, bloquent la demande de levée des droits de propriété intellectuelle sur la covid. ●

Extraits de la note de Frank Prouhet

## Sérvices publics

Le 17 novembre, des rassemblements ont eu lieu devant les préfectures pour exiger le rétablissement d'un accueil physique dans les préfectures et garantir un accès effectif pour toutes et tous au service public.

Le recours à la dématérialisation des démarches administratives s'est accentué au fil des années, devenant même systématique pour les demandes de titre de séjour.

Toutes les procédures doivent désormais se faire en ligne, de la prise de rendez-vous jusqu'au dépôt du dossier. La crise sanitaire a permis de généraliser cette pratique qui contrevient pourtant à plusieurs décisions de justice et à la notion de service public.

Sous prétexte de simplification et d'efficacité, cette dématérialisation a avant tout pour effet de priver les personnes de leurs droits en les gardant à distance de l'administration.

La prise de rendez-vous en ligne nécessite des capacités difficiles à mobiliser pour des personnes exilées. Cette exigence est devenue pour beaucoup une frontière infranchissable imposée par l'administration pour restreindre l'accès au séjour dénonce le MRAP. Face à la complexité de ces tâches, les services sociaux sont de plus en plus nombreux à y renoncer et orientent les personnes exilées vers les associations. Ce n'est pas leur rôle de pallier les carences du service public, ni celui d'organismes privés qui se développent en proposant des prestations payantes.

Pour la Cimade, l'enregistrement des dossiers est « très souvent problématique du fait de refus abusifs, d'exigences illégales et arbitraires de justificatifs, voire de pratiques discriminatoires envers certains publics. Les délais d'instruction sont rarement respectés et atteignent parfois des années ».

Moins de sérvices publics ! Plus de services publics !

● MARIANNE COUDROY

PS: Le Collectif « Bouge ta préfecture » rassemble plusieurs organisations (ADDE, ASMIE, La Cimade IDF, Union régionale CGT, Dom'Asile, Droit d'Urgence, FASTI, Femmes de la Terre, FSU IDF, GISTI, Jurissecours, LDH IDF, MRAP, RESF, Réseau Foi et Justice, SAF, Secours Catholique IDF, Solidaires IDF, Solidarité Jean Merlin, il milite pour l'accès aux droits.

# Nouvelles guerres, quelle alternative ?

En ces temps d'élection présidentielle en France le discours dominant est celui de la « sécurité » : sécurité « intérieure » (principalement avec les moyens de contrôle et de police) ou « extérieure » (principalement grâce aux moyens militaires), au point que l'on parle de politique de « sécuritisation ». Les menaces fantasmées, la construction « d'images de l'ennemi », alimentent ces politiques, qui pourtant ne répondent en rien aux menaces immédiates et réelles de dislocations sociales, de crises mondialisées, économiques ou sanitaires, de catastrophes environnementales.

Les questions de politiques militaires, de stratégie, d'opérations sur le terrain, d'industries d'armements, sont essentielles. Pourtant nous les abordons souvent de manière lacunaire.

Le dossier de ce numéro de *Cerises* constitue une première approche forcément partielle, et bien sûr diverse.

## Nouvelles guerres

On doit se poser la question de la situation globale qui est la nôtre. Sur le terrain de la « géopolitique », si le terme a encore un sens, nous ne sommes plus dans le monde des blocs de la période 1945-1989, mais dans un univers globalisé, plus multipolaire, ce qui change la nature même des guerres concrètement en cours (mais jusqu'à quel point ?). Les grandes armées classiques connaissent défaites sur défaites dans les « nouvelles guerres » de dislocations, mais se profilent des postures militaristes fortes de grandes (et moyennes) puissances, sur fond de relance impressionnante de la course aux armements.

Or le militaire est au cœur du système français, sur le plan politique, symbolique, et industriel. Notre pays a été, ces dix dernières années, le troisième exportateur mondial d'armements (armant en priorité l'alliance réactionnaire du Maroc à l'Inde). Il demeure une puissance nucléaire. Il mène des « opérations extérieures » en Afrique. Sans que les choix opérationnels comme la stratégie (et donc industrielle) à long terme ne fasse l'objet d'aucun débat approfondi, d'aucune évaluation sérieuse. Les conséquences de ces choix demeurent occultées, par exemple la question des victimes du nucléaire militaire, ou celle de la part importante des activités militaires dans les émissions de gaz à effet de serre.

Et bien entendu se pose la question majeure des alternatives. Nous ne vivons pas, comme on dit, « dans un monde de bisounours ». La question d'alternatives de sécurité (dans leurs dimensions civiles et militaires, mais aussi industrielles), nous est posée. Pour construire la paix dans le respect de ce que l'ONU

appelle, depuis 1994, la sécurité humaine. A l'occasion de la COP26 de Glasgow, ces types de questions ont été soulevées par de nombreux mouvements, dans la rue, les conférences, et jusqu'au Parlement européen, preuve que quelque chose est en train de changer sur cette problématique, enjeu majeur pour les choix à venir.

Sous la coordination de Bernard Dréano et Alain Lacombe, les contributions de Nils Anderson, Bertrand Badie, Jean-Paul Bruckert, Ben Cramer, Christian Mahieux, Pierre Zarka, Roland Nivet nous aident à penser les enjeux des nouvelles guerres, de la militarisation, et de la sécurité internationale. Que des hommes... Nous avons eu quelques difficultés à trouver des femmes qui contribuent à cette réflexion. Si des femmes souhaitent faire un esprit de suite sur la question, qu'elles n'hésitent pas à nous envoyer leur contribution !

● L'équipe de rédaction



Guernica, Picasso

## Guerre et « gouvernance »

Dans son film *Canadian Bacon* (1995), Michael Moore raconte une rencontre entre le Pentagone et le Président des USA, ils sont catastrophés : L'URSS a disparu et de ce fait le peuple américain n'a plus d'ennemi. Il faut absolument lui en trouver un pour qu'il ne se fixe pas sur les questions sociales et ils inventent une menace : les Canadiens s'apprêteraient à envahir les USA. Pure fiction ? Pas tout à fait.



Pierre Zarka

En 1999, une enquête menée auprès des primo-arrivants en Israël est éloquent. Les interrogés n'avaient droit qu'à un seul mot pour dire ce qu'ils pensent du bilan des 50 années écoulées. Majoritairement le mot choisi fut « trahison » : les Kibboutz privatisés, le système de santé moribond et plus de la moitié des Israéliens contraints d'avoir deux boulots dans la journée pour s'en sortir. La conclusion de l'enquête disait que si la situation sociale était potentiellement explosive, la peur des arabes permettait d'éviter qu'elle soit suivie d'effet. Il y a quelques années à Moscou, tous les mercredis se déroulait une manifestation pour dénoncer une tricherie électorale de Poutine. Quant au gouvernement ukrainien, il subissait des manif à Kiev le vendredi pour cause de démantèlement du

système de santé. Ils font tous deux de la Crimée un sujet de forte tension et ô miracle : plus aucune manif, ni à Moscou, ni à Kiev ! On se souvient que Trump a été élu au lendemain de grands mouvements ; sa politique internationale a été d'abord faite de la menace d'affrontement avec la Chine ou la Corée du Nord dont les dirigeants se sont empressés de répondre. Marx disait de la guerre de 1870 qu'elle découlait d'un besoin aussi bien de Napoléon III que de Bismarck de trouver un dérivatif à leurs mouvements ouvriers respectifs.

N'est-ce que du passé ?

Nous sommes continuellement en situation de tensions voire de conflits dangereux dans telle ou telle région du monde. Ajoutons qu'à propos du bilan de l'intervention armée en Irak la presse à l'époque a souligné que, reconstruire ce qui avait été brutalement détruit avait contribué à relancer les affaires et l'économie. C'est aussi le seul moyen d'user des armes et d'en racher de l'avantage.

Que nous réserve l'avenir ? Devant la multiplication des tensions sociales et des exigences démocratiques, devant des mouvements populaires tels « fin du mois, fin du monde même combat », les forces du capital font part (très discrètement) d'une certaine inquiétude. En septembre dernier le Medef reprochait au gouvernement ses annonces tapageuses des milliards dépensés pour lutter contre la pandémie. Elles détruisaient des années d'efforts idéologiques pour faire intégrer aux esprits que l'austérité était inévitable. Ce n'est peut-être pas pour rien qu'au début de la pandémie Macron a dit « nous sommes en guerre ». (Tiens le mot austérité se fait bien rare, aurait-il perdu en crédibilité ?). Nous ne sommes pas à l'abri que la guerre soit aussi une sinistre échappatoire pour le capital.

Fin du mois et fin des menaces de guerre : même combat. La capacité à mettre en cause le système capitaliste à travers chaque enjeu ne peut que contribuer à créer de l'unité dans les combats. ●

## Une dangereuse stratégie interventionniste

Dans *Le capitalisme c'est la guerre*<sup>1</sup> sont rappelés les logiques, moyens, manipulations, fake news qui ont servi à légitimer les guerres de l'après-guerre froide : guerre du Golfe, de Bosnie, du Kosovo, de Somalie, du Rwanda, d'Irak, d'Afghanistan, de Libye, de Syrie, du Sahel... Cette phase d'hyper impérialisme occidental hégémonique au sortir de la chute du Mur s'achève dans le désordre de pays ravagés et de peuples déchirés, un échec que symbolise aujourd'hui l'Afghanistan.



Nils Andersson

Au rappel de ces guerres s'ajoute une alerte : la géopolitique du monde et les contradictions capitalistes et impérialistes sont aujourd'hui profondément modifiées, mais elles s'inscrivent encore et toujours dans des logiques de guerre. « La fin d'un cycle se profile. Les conflits se durcissent et l'affrontement États contre États au sein d'une coalition n'est plus une utopie<sup>2</sup>. » Implacable constat dans lequel s'inscrit la France et toutes les grandes et moyennes puissances avec pour double conséquence une course aux armements et une militarisation de la société.

La vision stratégique définie par le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, est révélatrice dans les mots et les notions d'un changement de paradigme, d'une nouvelle vision stratégique de l'armée française : « Avant, les conflits s'inscrivaient dans un schéma 'paix/crise/guerre'. Désormais, c'est plutôt un triptyque 'compétition/contestation/affrontement'. » Et de préciser : « Il n'y a plus de phases de paix, mais des phases de compétition. »

Inscrire les contradictions et tensions actuelles dans la mer de Chine, sur la frontière russe, au Moyen-Orient et dans l'Afrique subsaharienne dans une phase

à minima de compétition, c'est idéologiser les conflits et ne pas accorder de place dans les relations internationales au multilatéralisme, à la négociation et au compromis, à la prévention des crises (qualifiée par les cyniques d'être sans avenir, car elle ne rapporte rien). Principalement, c'est ne donner aucune voix à l'opposition des peuples à la guerre dont ils sont les principales victimes.

Pour éviter le déchaînement de la guerre de haute intensité, la vision stratégique du général Burkhard est de « gagner la guerre avant la guerre » en menant des opérations au-dessous du seuil de conflit à l'exemple des guerres « hybrides. » Peuvent ainsi être qualifiés les conflits en Ukraine et en Ossétie (Géorgie), israélo-palestinien ou israélo-libanais, entre l'Iran et les États-Unis ou en Syrie.

Des conflits combinant des moyens conventionnels et irréguliers intervenant sur les terrains idéologique, politique et de l'information pour instrumentaliser les opinions, en combinant l'intervention « des forces spéciales et des forces conventionnelles, des agents de renseignement et de provocateurs politiques, des médias et des acteurs économiques, des cyberactivistes et des criminels, des paramilitaires et des terroristes »<sup>3</sup>. Ce sont, démultipliés, les logiques, moyens, manipulations et fake-news, qui ont servi à légitimer les guerres post-guerre froide.

Compétition/contestation est un stade de confrontation aujourd'hui mondialisé,

grandes et moyennes puissances s'opposent dans des guerres hybrides dont la forme médiatique émergée sont les cyberguerres et se préparent à la confrontation dans un processus de militarisation de l'État et de la société : stratégie conflictuelle, dotation d'armement de haute technologie, endoctrinement des opinions (le SNU en est une forme), désignation d'ennemis légitimant le recours à la guerre.

Faute d'intégrer ces nouvelles données, nous serons pour nous opposer à la guerre et défendre la paix dans la situation de don Quichotte se battant contre des moulins à vent. ●

1. Nils Anderson, *Le capitalisme c'est la guerre*, Terrasses éditions, 2021.

2. Jean-Raphaël Drahi, *Vision stratégique du CEMAT, TIM*, terre information magazine, juin 2020.

3. Site de l'ANORAA

**La géopolitique du monde et les contradictions capitalistes et impérialistes sont aujourd'hui profondément modifiées**

# Repenser la sécurité internationale

Entretien de Bernard Dreano avec Bertrand Badie

**Dans votre dernier livre, « Les puissances mondialisées », vous revenez sur l'évolution du concept de « sécurité » comme « sécurité nationale » garantie par les États, leurs capacités militaires et leurs frontières, et qu'il en découle une logique de « sécurité internationale » avec des guerres inter-étatiques, des traités « de paix » internationaux, qui va perdurer jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Tout cela est à votre avis mis en question par la mondialisation.**



Bertrand Badie

Oui, le système international «classique» - qui a survécu pour l'essentiel jusqu'en 1989 - avait des caractéristiques qui ne se retrouvent plus, ou que très partiellement, aujourd'hui. Centré sur l'Europe, il était monoculturel, opposant entre eux des États de niveau de développement comparable et adhérant à une même conception de la puissance. Il était compétitif, mettant en concurrence des intérêts nationaux clairement rivaux. Il invitait donc à considérer la scène internationale comme un espace dominé par la recherche d'une sécurité nationale propre à chaque État et que garantissait la puissance militaire des uns et des autres. Aujourd'hui, la perspective est renversée, même si les princes contemporains ne veulent pas l'admettre. Le plus puissant, depuis les guerres de décolonisation jusqu'aux événements récents d'Afghanistan, est défait par le plus faible; la puissance militaire est défiée par d'autres formes de puissance de plus en plus autonomes; les guerres ne dérivent plus, à titre premier, du choc de puissances, mais de décompositions voire de «pathologies» sociales. Surtout la mondialisation a détourné des guerres

classiques, tout en suscitant des menaces infiniment plus létales : l'insécurité climatique et environnementale, l'insécurité sanitaire dont l'œuvre destructrice rejoint celle, réactivée et plus visible, de l'insécurité économique et alimentaire. Cette dernière tue chaque année environ dix millions de personnes, là où le terrorisme fait entre 10 000 et 40 000 morts et là où les guerres inter-étatiques en font encore moins. Cette insécurité globale est mortelle par deux fois: par elle-même et par les nouveaux conflits qu'elle suscite au Sud... On en parle sans agir (changement climatique) ou on n'en parle pas du tout (famines) et on continue à envoyer des canons et des troupes là où pourtant on ne gagne plus!

**Les « vieilles » guerres inter-étatiques n'ont pas disparu mais la plupart des conflits armés sont plutôt des « nouvelles guerres », intra-étatiques et régionales, avec des acteurs non étatiques». Cela signifie-t-il le déclin des « grandes puissances » anciennes?**

Précisément! Les grandes puissances (depuis Dien Bien Phu!) ne gagnent

plus les guerres. Le concept-fétiche de victoire militaire n'a plus de pertinence et, quand une victoire semble se profiler sur le plan militaire, elle se transforme en défaite politique : à l'instar de la «neutralisation» des djihadistes dans le Sahel d'aujourd'hui! Les puissances sont mises en échec dans leur facture classique. Leur survie n'est désormais possible que si elles mutent en puissances mondialisées: tel est le sens du titre de mon livre qui suggère qu'elles doivent agir dorénavant dans la mondialisation, pour la contrôler, la réguler, la rendre solidaire et s'attaquer ainsi, au-delà du vieil intérêt national, aux menaces globales qui pèsent sur la sécurité humaine. Ce n'est pas un vœu pieux ni une utopie, mais une condition de survie et aussi de gain dans l'avenir, pour chacun, pour le plus fort comme pour le plus faible. C'est ainsi ce qui donne sens au multilatéralisme...

**De nouvelles puissances « émergentes » sont maintenant des acteurs majeurs à commencer par la Chine, comment se positionnent-elles dans ce nouveau cadre ?**

Leur posture est complexe et souvent contradictoire. La mondialisation est pour elles, évidemment, une aubaine. Elle leur permet de se faire une place dans un monde duquel elles étaient préalablement exclues et dans lequel elles étaient humiliées : ce qui est donc source de gains. Mais en même temps, l'entrée dans la mondialisation se fait alors que leur développement n'est pas totalement achevé, ce qui les met mal à l'aise pour faire face aux enjeux de sécurité globale et notamment

pour activer une transition écologique suffisamment rapide. Par ailleurs, leur fièvre souverainiste les rend méfiantes à l'égard des formes de régulation globale et d'interdépendance induites par la mondialisation. Enfin, leurs tentatives de rallier les formes classiques de puissance sont d'autant plus fortes qu'elles constituent pour elles un moyen immédiat d'effacer les humiliations passées. Leur réponse à la mondialisation revêt des formes propres que nous ne faisons pas l'effort de prendre en compte!

**La nouvelle course aux armements, la rivalité sino-américaine, la montée des nationalismes, fait resurgir le spectre de la guerre. La « sécurité globale » à l'ère de la mondialisation, serait-elle la « sécurité humaine » au sens de l'ONU, plus que la « paix » comme absence de guerre ?**

Le vrai défi présent est bien celui de la sécurité humaine, celle-là même qui, dans le sillage des menaces globales, libère les humains de la peur et qui suppose solidarité et régulation, donc dépassement d'un ordre néo-libéral de plus en plus décrié. Cet objectif a la double qualité de reposer enfin sur une définition positive de la paix, vrai programme mondialiste, et de s'attaquer aux racines contemporaines de la violence et de la conflictualité. Là où le nationalisme n'a rien à offrir ni même à vendre face à ces enjeux globaux. Les États font preuve de frilosité et, comme on dit, de «résilience», face à ces innovations pourtant cruciales : celles-ci n'auront de chance de s'imposer que par la pression sociale qui se fait de plus en plus forte...●

## Quelques éléments de bibliographie

Benjamin Volkar (dir) : « *Exportations d'armes : le commerce mortel de l'Europe* », Bande dessinée publiée par le GRIP de Bruxelles et la Fondation Rosa Luxembourg <https://grip.org/bd-commerce-armes-europe/>

**Bernard Norlain(dir.)** : *Les nouvelles technologies et la stratégie nucléaire*, Initiatives pour le désarmement nucléaire, Paris, Octobre 2021.

**Bertrand Badie** : « *Les Puissances mondialisées Repenser la sécurité internationale* » Odile Jacob 2021.

**Bertrand Badie et Dominique Vidal (Dir.)** : « *La France, une puissance contrariée. L'État du monde 2022* », La Découverte 2021.

**Nils Anderson** : « *Le capitalisme c'est la guerre* » Éditions Terrasses, 2021

**Jacques Fath** : « *Chaos, la crise de l'ordre international libéral, la France et l'Europe dans l'ordre américain* », Éditions du croquant 2020.

**Contretemps n°39** : *Penser la guerre*, Contributions de Francis Sittel, Ben Cramer, Bernard Dreano, Alain Joxe etc...octobre 2018.

**Claude Serfati** : *Le Militaire Une histoire française*, Editions Amsterdam 2017

**Bernard Dreano (Dir.)** : « *(In)sécurité humaine, les luttes pour la paix au XXI<sup>e</sup> siècle* ». Éditions Non-Lieu 2015.

**Ben Cramer** : « *Guerre, paix...et écologie, les risques de la militarisation durable*, » Éditions Yves Michel 2014.

**Alain Joxe** : « *Les guerres et l'empire global* » La Découverte 2012

## Quelques sites, ressources :

Observatoire des armements (Lyon) : <http://obsarm.org>

GRIP Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Bruxelles) : <https://grip.org>

« Silence on arme ! », campagne d'Amnesty International, <https://www.amnesty.fr/campagnes>

[Athena21.org](http://Athena21.org), Le blog animé par Ben cramer  
Le Mouvement de la Paix, <http://www.mvtpaix.org>

**Le plus puissant est défait par le plus faible**

## Demain la guerre ?

**Le monde n'est-il pas en train de s'acheminer, si ce n'est déjà fait, l'affirmation de la Chine bousculant quelque peu les équilibres antérieurs, vers une nouvelle bipolarité ? Laquelle ne peut être une reproduction de la précédente ! Le capitalisme s'est en effet mondialisé, mais « il ne s'est pas simplifié en se mondialisant. Si la polarité produite par la distribution inégale des ressources reste de règle, elle traverse tous les territoires, toutes les sociétés et tous les groupes qui les composent. Il n'y a donc pas aujourd'hui un Nord et un Sud, un centre et une périphérie, (...) » (Roger Martelli, *Regards*).**



Jean-Paul BRUCKERT

Tout est plus compliqué. Relative autonomie des puissances moyennes, défi djihadiste (en Afrique et au Moyen-Orient en particulier), crises qui échappent aux politiques étatiques et peuvent bouleverser les évolutions et les hiérarchies (la Covid par exemple), guerres intérieures (mais c'est un autre sujet), mouvements migratoires... D'où ce constat de Bertrand Badie, « *le monde n'est plus géopolitique* ». Ce qui n'interdit pas de s'interroger sur une réalité qui perdure, l'ambition des puissances.

Les grandes puissances ne peuvent rééditer ce que fut la confrontation entre USA et URSS et leur affrontement est plus difficile à cerner notamment du fait de leur imbrication dans l'économie mondiale. Les USA ne peuvent guère renouer avec leur hégémonie passée, économique, militaire, politique, idéologique. De son côté la Chine, qui est en situation d'être la première puissance économique, cultive des ambitions impérialistes, traduites à la fois dans l'ordre du *soft power* et du *hard power*. Mais ce n'est pas sans faiblesses car ses initiatives, parfois belliqueuses, sus-

citent l'hostilité de certains de ses voisins ...

Cette affirmation de la Chine, appuyée sur un appareil militaire sans cesse plus puissant, se traduit à la fois sur un plan économique (les « nouvelles routes de la soie » pour faciliter ses exportations, détention de la dette de nombreux pays du Sud), ou sur un terrain à la fois économique et militaire (le « collier de perles » : une série de ports du Sri Lanka à l'Iran). Sans compter des ambitions territoriales (Himalaya et mer de Chine méridionale). Et sans compter la question de Taiwan. L'ensemble suscite des réponses locales (Inde en particulier), mais surtout une réponse américaine qui, de Trump à Biden, tente de freiner l'ascension chinoise en incluant les pays de la zone pacifique dans une alliance même informelle ou même de

**Compétition/  
contestation/  
affrontement**



Les colombes. Matisse

la contrer (point d'orgue la conclusion de l'alliance AUKUS, 15 septembre 2021).

Cette rivalité, mais aussi à l'Ouest les initiatives russes (annexion de la Crimée et soutien aux séparatistes ukrainiens, intervention armée en Syrie) et à un niveau inférieur celles de puissances moyennes comme la Turquie, ont engendré une course aux armements qui se traduit par des dépenses militaires qui atteignent des niveaux records. Avec cependant des différences selon les régions du monde. La part de l'Amérique du Nord et surtout de l'Europe régressant – mais le budget militaire des USA reste de loin le premier – celle de l'Asie progressant de manière spectaculaire. Dans cette course aux armements, le premier rôle revient à la Chine, dont les dépenses militaires ont été multipliées par 6 depuis 2000 !

La conséquence de cette montée en puissance spectaculaire est, outre la remontée américaine dans ce domaine, qu'elle a enclenché en réaction des commandes militaires considérables de l'Australie, de la République de Corée, du Japon... et de Taiwan ! Dans le cadre d'une course aux armements à l'échelle mondiale se développent ainsi des compétitions régionales qui accompagnent le basculement du monde dans la zone pacifique, mais pas seulement, le Moyen-Orient, la Méditerranée ou la Baltique, connaissant aussi de tels développements.

Ce constat s'insère en outre dans le contexte de l'effacement partiel des limites entre la guerre et la paix. Les relations entre puissances se caractérisaient jadis par un passage de la paix à la guerre par l'intermédiaire d'une crise. Il semble bien que cette succession soit aujourd'hui remplacée par une succession de trois notions imbriquées car elles peuvent coexister (au moins pour les deux premières), compétition (mode normal d'expression de la puissance dans de nombreux domaines) / contestation (remise en cause par des faits accomplis) / affrontement. Cette analyse des militaires, tient compte du développement de stratégies dites de « guerre hybride » - « la guerre avant la guerre ? » - (cyber attaques, intervention dans les élections etc.) dont l'odieuse utilisation des migrants contre l'Europe par Lukashenko, probablement adossé à Poutine (novembre 2021) est le dernier exemple. D'autant plus inquiétant que la guerre - ou du moins l'action armée – sans compter d'éventuels incidents qui pourraient dégénérer, est déjà devenue dans ce contexte un moyen comme un autre de faire aboutir des objectifs politiques (Crimée, Ukraine, Syrie, Libye, Himalaya, mer de Chine méridionale). D'où l'idée, avancée par les militaires, qu'il faut se préparer à des affrontements à « haute intensité » !

Une guerre entre puissances, une éventualité crédible ? ●

## Les émissions cachées, activités militaires, gaz à effet de serre et COP 26

Les perturbations climatiques et les destructions environnementales favorisent le déclenchement de crises, catastrophes et conflits armés et les conflits eux-mêmes aggravent ces catastrophes.



Bernard Dreano



Ben Cramer

Pendant la COP 26 en novembre à Glasgow et en particulier le 6 novembre lors de la 'global action' pour le climat, des citoyen-nes se sont levé.e.s pour exiger que les dirigeants de du monde agissent, et que les forces armées et industries militaires réduisent aussi leur impact sur le climat. Rappelons au passage que le 6 novembre est, depuis 2001, la *Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit*, suite à la Convention ENMOD de 1977 ratifiée par toutes les grandes puissances excepté la France<sup>1</sup>.

Les émissions de gaz à effet de serre d'origine militaire étaient **explicitement** exclues des données depuis le protocole de Kyoto de 1997, à l'époque à la demande des autorités étatsuniennes, et **de facto** dispensées depuis l'Accord de Paris de 2015. Ce qui laissait aux gouvernements le soin de décider s'il faut ou non assigner un objectif de réduction à leurs forces armées.

Le secteur militaire ne participe pas à l'effort de résistance climatique, le com-

1. Résolution A/RES/56/4 de l'Assemblée Générale de l'ONU, Convention ENMOD sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toute autres fins hostiles du 18 mai 1977.

### Le Département des Etats-Unis constitue l'entité économique la plus polluante au monde

plexe militaro-industriel se montre réticent à assumer ses responsabilités. Or des avions de combat (de type Rafale) consomment plus de 110 litres de carburant par minute, le Département de la Défense des Etats-Unis consomme à lui seul 350.000 barils de pétrole par jour, l'équivalent de la consommation quotidienne de la population suédoise (10 millions d'habitants) et constitue d'ailleurs, l'entité économique la plus polluante au monde. L'empreinte carbone des activités d'origine militaire est considérable.

Grace aux campagnes menées par divers mouvements cet automne, d'abord au Royaume Uni et dans le monde, un peu en France, le sujet est à l'ordre du jour. Une étude de février 2021, commanditée par la Gauche Unitaire Européenne (GUE) au Parlement Européen,



La paix - Marc Chagall

et concernant 6 pays, a constaté que seules l'Allemagne, la Slovaquie et Chypre fournissent des données plus ou moins complètes, via les rapports nationaux et européens combinés<sup>2</sup>. Ce n'est pas le cas des autorités françaises, qui de plus excluent l'empreinte carbone des opérations extérieures (OPEX).

Devant cette pression de la société civile, pour la première fois, des puissances militaires en parlent, à commencer par le secrétaire général de l'OTAN, ou par la ministre française des armées qui vient d'annoncer ce 11 novembre

2. *Conflict and Environment Observatory and Scientists for Global Responsibility. Under the Radar, the Carbon Footprint of Europe's Military Sector, GUE/INGL Parlement Européen*

« l'adoption par les ministres de la défense de 22 pays d'une initiative proposée par la France pour lancer au niveau international une dynamique pour que les armées soient des acteurs engagés de la lutte contre le réchauffement climatique »<sup>3</sup>. Il est vrai que depuis une quinzaine d'année existent aux Etats-Unis des projets de réduction des consommations, mais qui ne produisent guerre d'effets tant l'inertie est forte en la matière (les programmes d'armements se font sur des décennies, par exemple le nouveau super-jet F.35, qui doit remplacer les F 16 américains est encore plus gourmand en carburant ! Les projets de « verdissement militaires sont d'abord une volonté de rationalisation » ; James Mattis éphémère ministre de la défense

3. AFP le 12 novembre 2021.

de Trump disait « less fuel, more fight », et surtout du « greenwashing ». Il est de plus extrêmement difficile d'évaluer l'impact des industries d'armement (qui sont des industries aussi civiles).

En France, les mouvements écologiques et progressistes sont, toutes tendances confondues, restés très silencieux et ignorants concernant toutes les questions relatives au militaire, en dehors de quelques protestations rituelles. Les choses commencent à changer, on le voit avec les campagnes sur les ventes d'armes (révélation des journalistes de Disclose, campagne des ONG dont Amnesty International) ou sur la lutte pour la fin de l'exemption des émissions d'origine militaire... Mais pas vraiment encore dans les projets des candidats à la prochaine élection présidentielle. ●

## La France, troisième exportateur d'armes du monde



### Un livre

Aymeric Elluin et Sébastien Fontenelle : **Ventes d'armes, une honte française**

Éditions le passager clandestin. Paris, 2021, 192 p., 14 €  
L'ouvrage d'Aymeric Elluin et Sébastien Fontenelle s'inscrit dans le cadre de la campagne « Silence on arme » lancée par Amnesty International France et visant à obtenir une plus grande transparence sur les transferts d'armes.

Le parti pris par les auteurs n'est pas d'ouvrir un débat moral sur la vente de matériels de guerre par la France à d'autres pays mais de se focaliser sur les ventes d'armes à des régimes qualifiés de « brutaux » et « répressifs », à l'instar de l'Égypte et de pays impliqués dans la guerre au Yémen comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar.

Plus sur : <http://obsarm.org/spip.php?article367>

### Une campagne

**Silence on arme ! L'omerta de la France sur ses ventes d'armes**

Un commerce, considéré comme un fleuron industriel, dont nous ne savons que peu de choses. Les autorités cultivent en effet la plus grande opacité sur les ventes d'armes françaises. Ce manque de transparence est un obstacle majeur au contrôle d'un commerce dangereux et meurtrier

Plus sur : <https://www.amnesty.fr/campagnes/silence-on-arme>

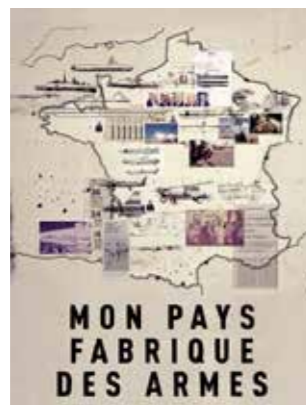
### Un film

**Mon pays fabrique des armes**

La France exporte massivement vers le Moyen-Orient. Beaucoup vers l'Arabie Saoudite. Au sein de l'État, qui arbitre lorsqu'il s'agit de vendre à des régimes suspectés de crimes de guerre ? À quoi la realpolitik nous contraint-elle ? Dans le reste de l'Europe, la société civile réagit à cette question. —

Si les armes sont si cruciales pour l'emploi des Français, si elles participent autant à l'indépendance de notre pays, pourquoi y sont-elles un angle mort du débat public ?

Plus sur : <https://www.amnesty.fr/actions-mobilisations/mon-pays-fabrique-des-armes-dcumentaire>



## Reconversions : qui décide quoi ?



Christian Mahieux

Le syndicalisme révolutionnaire, alternatif, d'émancipation sociale affirme facilement que ne doit subsister que le travail socialement utile. Mais la définition de celui-ci est souvent laissée à l'appréciation de chacune et chacun ! Tout ce qui concourt aux forces répressives de l'État capitaliste n'en fait assurément pas partie. Encore faut-il définir le champ de ces forces répressives...

Pour le présent article, considérons qu'il est acquis que la **reconversion de l'industrie liée à l'armement est une nécessité dans la perspective d'une société démilitarisée, pacifiste, non guerrière. Cette seule mise en contexte montre que cela n'est pas compatible avec le capitalisme qui a besoin de la guerre, de l'armée, du militarisme.** Mais il en est pour ce sujet comme de bien d'autres : des pas vers la société que nous voulons peuvent être faits dès aujourd'hui. Non parce que leur simple addition permettrait la rupture avec le système en place, mais parce qu'ils sont des pistes vers celle-ci. Des expériences ont été tentées ; une des plus connues est celle de la Lucas Aerospace, qui était alors la principale entreprise d'armement britannique. C'était... il y a 45 ans<sup>1</sup>.

Les ventes d'armes des 25 plus grandes entreprises de production et de services militaires du monde<sup>2</sup> ont totalisé 361 milliards de dollars en 2019 (+ 8,5 % par rapport à 2018). Ces entreprises sont concentrées en Amérique du Nord (12) et en Europe (8). En France, l'industrie de l'armement représente 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel et 4 % de l'emploi industriel. Tout cela n'est pas rien, et la reconversion est aisément présentée comme très compliquée à mettre en œuvre. Pourtant, l'histoire nous montre que la reconversion est un processus souvent mis en œuvre, et par les États : c'est le transfert industriel massif du civil vers le militaire qu'on connaît régulièrement dans les pays qui entrent en guerre ! C'est donc possible. Pourquoi pas dans l'autre sens ?

Affirmer qu'il faut stopper telle ou telle activité, reconvertir d'urgence, ne suffit pas. Si nous croyons à nos affirmations démocratiques, autogestionnaires, émancipatrices, ça ne peut se faire sans les travailleurs et les travailleuses, les premiers et premières concernés-es. Remettre en question le travail exercé depuis parfois des dizaines d'années n'est pas anodin. Bien sûr, il est indispensable de leur apporter toutes les garanties

<sup>1</sup> [www.autogestion.asso.fr/lucas-aerospace-contre-plans-ouvriers-alternatifs/](http://www.autogestion.asso.fr/lucas-aerospace-contre-plans-ouvriers-alternatifs/)

<sup>2</sup> Les chiffres qui suivent sont issus du rapport 2021 du Stockholm international peace research institute (sipri.org)

liées à la transition vers la reconversion (rémunération, formation, maîtrise du travail, etc.). Mais pour que ceci puisse fonctionner, il faut anticiper. « Avant même de proposer des pistes concrètes de reconversion, nous devons convaincre les salarié-es qu'ils et elles sont capables de le faire, ce qui implique aussi de sortir des schémas de pensée imposés par le modèle économique dominant : le salarié ou la salariée ne doit plus se percevoir comme étant « compétitif », « agile » ou « sachant être » mais comme capable de réflexion, y compris sur des sujets techniques et complexes. Et surtout, ce travail de longue haleine doit être mené « à froid »<sup>3</sup> »

Pour l'armement, comme pour d'autres secteurs, « qui décide que telle activité doit être reconvertie ? Selon quels critères ? Et surtout en quoi doit-elle être convertie ? ». Envisager ces reconversions, c'est remettre en cause la propriété privée des moyens de production, interroger l'utilité sociale, discuter de la démocratie sociale. Travailleurs et travailleuses, usagers et usagères, consommateurs et consommatrices<sup>4</sup>, citoyens et citoyennes, cela s'entremêle mais toutes et tous ont un rôle à jouer dans la construction de la planification démocratique mettant en œuvre les reconversions. « Il n'est pas question de remplacer les décisions du patronat, qui privent les salarié-es de leur pouvoir de décision, par un autre pouvoir qui les exclurait encore une fois. » ●

<sup>3</sup> « Reconversions industrielles : pas sans les premiers concernés », Jean-Claude Garret et Julien Gonthier, *Les utopiques* n°15, Editions Syllepse, 2020.

lesutopiques.org Les citations sont issues de cet article.

<sup>4</sup> Les concepts d'usage et de consommation de la production peuvent paraître inadaptés aux cas de l'industrie de l'armement. Ils ont leur réalité à travers le fait de valider les politiques dites de « défense ».



Les armes à la ferraille - Picasso





Les joueurs de skat - Otto Dix

## Le combat des irradiés de Brest, Victimes collatérales de la dissuasion nucléaire

Une étude de l'université de Bretagne occidentale UBO confirme la mortalité précoce par cancer des irradiés des armes nucléaires de l'île Longue. Cette étude porte sur les conditions de travail, la santé et le droit au suivi médical post-professionnel des 200 anciens travailleurs de la pyrotechnie de l'île Longue dans la période 1972-1996. Elle confirme des cancers et une mortalité précoce et l'absence de suivi. Du début des années 1970 à 1996, les dangers de l'exposition à la radioactivité des têtes nucléaires ont été dissimulés aux salariés qui assuraient – sans protection – le montage et la maintenance des missiles et des sous-marins nucléaires. A la radioactivité, se sont ajoutés non seulement le risque amiante mais des risques chimiques. Les conséquences sanitaires en différé de cette multi-exposition aux cancérrogènes sont tout d'abord une mortalité très précoce : sur les 200 anciens travailleurs retrouvés dans le cadre de l'étude, 54 étaient décédés avant le début de l'étude soit plus de 25%, avec une moyenne d'âge au décès de 62 ans.. Un rapport sur les conditions d'exposition à la radioactivité des travailleurs avait été demandé en 1996 par le CHSCT. Ce rapport d'enquête du contre-amiral Geeraert a été immédiatement classé secret défense, sans avoir été présenté aux membres du CHSCT. En 2020, l'association Henri Pézerat a obtenu en justice sa déclassification très partielle<sup>1</sup> ou été indiqué: « L'intensité du rayonnement est supérieure aux valeurs initialement prises en compte » - en d'autres termes les travailleurs ont effectivement été exposés aux rayonnements ionisants .C'est pourtant en s'abritant derrière l'absence de caractérisation de l'exposition que les médecins de la Commission régionale de

reconnaissance en maladie professionnelle (CRRMP), puis les juges (en 1<sup>er</sup> instance, appel et cassation) refusent les droits à la reconnaissance en maladie professionnelle de tous les travailleurs même lorsqu'il s'agit de cancers indemnisables dans le cadre de la liste de la loi d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN). Il y a là une inégalité inadmissible devant la loi<sup>2</sup>.

Mais trente et une décisions ont été rendues par le tribunal administratif de Rennes le 20 mai 2021. Le tribunal administratif a enfin considéré que la carence fautive liée à l'exposition sans moyens de protection adéquats aux rayonnements ionisants engendrait un préjudice moral quasi équivalent à une exposition à l'amiante. L'État a interjeté appel de toutes les et refuse toujours de reconnaître la réalité des faits et des préjudices. L'association Henri Pézerat poursuit son combat : - pour l'égalité devant la loi entre victimes des conditions de production des armes nucléaires et victimes des essais nucléaires : pour l'inversion de la charge de la preuve de l'exposition aux rayonnements ionisants : pour que tous les actuels travailleurs de l'île Longue, salariés, sous-traitants ou intérimaires de Naval Group, soient informés et protégés à la mesure des dangers. ●

D'après le communiqué de presse du 27 septembre 2021 de l'**Association Henri Pézerat, Travail, Santé Environnement**  
Antenne de Brest des irradiés des Armes nucléaires

2. Cf. Les documents consultables sur le site de l'association Henri Pézerat : <https://www.asso-henri-pezerat.org> victimes des cancers ne figurant pas dans le tableau n°6 des maladies professionnelles

## Pas d'armée à l'école ; pas d'école à l'armée ou au service de la police

En octobre dernier, un communiqué d'AEF Info mettait en exergue un partenariat entre l'Association nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale (ANORGEND), des rectorats franciliens et la gendarmerie. « Grâce » à cela une soixantaine de lycéens et de lycéennes ont suivi un stage au camp militaire de Beynes, dans les Yvelines ; là où s'entraîne le GIGN. Au programme : montée des couleurs, mais aussi maîtrise sans arme, maîtrise avec arme, pourquoi taper, est-ce que j'ai le droit de taper ?, chants de la gendarmerie et tirs à balles réelles !

### Un jeu ?

Le communiqué indique que « le programme ressemble à un jeu ». Apprendre à réprimer, à obéir, à servir sans discuter, etc. : étrange conception du ludisme... Cela permettrait aussi d'inculquer « les valeurs de la République ». L'agence AEF Info est dirigée par Raymond Soubie, l'ex conseiller « social » de Sarkozy. Sans doute s'agit-il d'apprendre à maîtriser « la racaille », dans un esprit républicain incarné par l'œuvre de Sarkozy en la matière ?

### L'Éducation nationale, réservoir de la gendarmerie et de la police

« En établissement, les enseignants les préparent aux épreuves écrites et orales des concours de la gendarmerie, de la police nationale. » Les rectorats et lycées concernés se positionnent donc comme pourvoyeurs de ces entités répressives ? Est-ce le rôle de l'Éducation nationale ?

### A vot' bon cœur...

« Les Cadets de la gendarmerie doivent monter en puissance. En 2021-2022, l'Anorgend vise 120 Cadets et souhaite passer à six établissements en s'étendant à l'Essonne<sup>1</sup>. En 2022-2023, l'académie de Paris devrait rentrer dans le dispositif avec le lycée Buffon. En 2024, l'objectif est d'atteindre 200 Cadets. Hors préparation aux concours et encadrement des réservistes financés par la gendarmerie, le coût d'un Cadet est évalué à 2 500 euros sur une année scolaire (habillement, hébergement, nourriture, frais de transport). L'Anorgend lance

1. Sont engagés dans le dispositif : dans l'académie de Versailles, le lycée professionnel du Vexin de Chars et le lycée C. Baudelaire de Fosses (Val d'Oise), le lycée L. Blériot de Trappes et le lycée J. Verne de Sartrouville (Yvelines). Dans l'académie de Créteil, un seul un lycée est actuellement concerné : Joliot-Curie à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne).

un appel aux collectivités, entreprises et associations pour soutenir son développement. » Sans commentaire.

### Pour l'éducation et l'émancipation

Les jeunes et le personnel de l'Éducation nationale ne sont pas au service des forces répressives de l'État, chargées de garantir le maintien de l'ordre capitaliste, les profits des exploités, les discriminations et les oppressions liées. « Pas d'armée à l'école », disaient les opposantes et opposants au premier protocole armée/école en 1982 ; « pas d'école à l'armée ; pas d'école au service de la police », doit-on ajouter.

### Non au Service national universel

De nombreuses organisations associatives, syndicales, politiques, culturelles refusent le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans et participent au collectif national Non au SNU ! Si l'objectif des 30 000 n'a pas été atteint en 2020 (14 653 volontaires) le gouvernement n'en a pas moins décidé qu'il en faudrait 50 000 en 2022, pour accélérer le processus vers le caractère obligatoire.

[Extrait de la plateforme unitaire] Le SNU est une opération de soumission de jeunesse, la remise en cause de droits des travailleurs et travailleuses, des dépenses considérables, le renforcement de la militarisation. Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent. Mais c'est déjà le cas ! Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc. Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager ! Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée ?

● Christian Mahieux

## Ensemble cultivons la Paix



**Roland Nivet**  
Co-secrétaire national  
du Mouvement  
de la Paix

lité, entraînera des frottements démographiques et des guerres si des mesures ne sont pas prises. Les Nations unies ont alerté sur ces dangers et en 2019 ont appelé au succès de la journée internationale de la paix sous le thème « **action climatique, action pour la paix** ».

### Action climatique, action pour la paix

Les activités militaires et les guerres sont causes de pollutions énormes qui contribuent à l'émission de gaz à effet de serre (GES) en quantités énormes. À l'occasion de la COP 26, le Mouvement de la paix s'est associé à une pétition internationale soutenue par plus de 180 organisations au plan mondial visant à obtenir que les Etats s'engagent à mesurer et à rendre publiques les émissions de GES des activités militaires de leur pays. Il est également demandé que le GIEC mette en place un groupe de travail spécifique sur les activités militaires et leurs conséquences climatiques.

Le réchauffement climatique a des conséquences qui en de nombreux points du monde ont des impacts dans l'aggravation des conflictualités actuelles. Dans plusieurs pays, des périodes de sécheresses inhabituelles ont contribué à des migrations de populations rurales vers les villes dans des conditions désastreuses qui ont favorisé le développement de violences intra étatiques et l'implantation de Daesh dans les populations fragilisées comme en Syrie. L'augmentation du niveau de la mer va susciter en particulier en Asie, mais pas seulement, des migrations énormes sans aucun rapport avec ce que l'on connaît aujourd'hui. Ces migrations, dans des régions déjà porteuses de fortes conflictua-

Le Mouvement de la paix et les 180 organisations investies dans le collectif national des marches pour la paix ont fait la jonction avec les mouvements qui luttent pour la défense du climat et le 25 septembre 2021 ont développé des actions dans une soixantaine de villes sous le thème « Pour la paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale et les droits humains ». Tous ces facteurs sont liés d'où la nécessité de faire converger les luttes dans une situation extrêmement grave non seulement pour la planète mais aussi pour la paix.

### Causes des guerres et impact sur les populations

Ce sont toujours les populations civiles qui subissent les conséquences des guerres et en premier lieu les femmes et les enfants. « Les guerres voient mourir des gens qui ne se connaissent pas mais se tuent, au profit de gens qui se connaissent mais ne se tuent pas » disait Anatole France, c'est encore largement vrai.

Sur les causes des guerres, je partage totalement le point de vue de Georges Corm (professeur d'Université au Liban) en faveur d'une politologie profane des conflits. Dans l'analyse des conflits, il faut passer en revue tous les facteurs qui ont pu y donner naissance. L'ana-



lyse doit être multifactorielle, et décliner les causes démographiques, géographiques, économiques, politiques, historiques idéologiques et culturelles ayant structuré un conflit.

Les causes religieuses sont souvent invoquées pour mieux voiler les autres causes qui sont souvent les vraies clés d'explication du conflit qu'on peut appeler à ce titre **les causes profanes**. Les logiques sont le plus souvent des logiques d'intérêts. Qui peut croire que le Président Sarkozy a violé la résolution de l'Onu sur la Libye pour défendre la démocratie ? L'Otan cet organisme illégal au regard de la Charte des Nations unies a une responsabilité importante dans la détérioration de la situation internationale actuelle et le développement des extrémismes violents et du terrorisme. La mise à feu et à sang du Moyen Orient et l'émergence de Daesh dans les régions subsahariennes a pour cause première l'accord conclu à la fin de la seconde guerre mondiale entre le roi Saoud et les États-Unis (accord du Quincy) pour l'exploitation du pétrole de la région via la société Aramco créée entre l'Arabie saoudite et les Usa (pour 60 ans et renouvelé depuis) et non l'interprétation du Coran. La responsabilité de l'Otan en cette matière est énorme à travers la guerre en Afghanistan et ensuite en Irak

contre laquelle l'immense majorité des peuples se sont levés. Le terrorisme doit être combattu avec vigueur sur tous les terrains qui favorisent sa propagation, y compris par des moyens militaires si nécessaire, mais surtout en s'attaquant d'abord aux causes et en luttant pour un autre monde possible : un monde de justice, de paix. L'Unesco et l'Onu à travers les résolutions définissant un plan d'action pour la construction d'une culture de la paix est un point d'appui essentiel.

**Dépenses d'armement et reprise de la course aux armements nucléaires**  
Depuis les années 1999-2000 à aujourd'hui, (source le Sipri), **les dépenses militaires mondiales ont doublé passant de 1000 milliards de dollars en 2000 à 1987 milliards en 2020 !!!**

### La course aux armes nucléaires reprend.

Une centaine de scientifiques issus d'une dizaine de pays dont un prix Nobel et des membres de l'académie des sciences ont lancé **un appel international adressé aux chefs d'État des pays possédant des armes nucléaires** dans lequel ils estiment « **que deux dangers mortels guettent l'humanité, le réchauffement anthropique du climat et l'apocalypse nucléaire** ». Tous les travaux scientifiques conduits sur cette question tant aux USA, en Russie, en France ont abouti au résultat que l'utilisation d'une petite partie des 15 000 armes nucléaires existantes aboutirait à une catastrophe humanitaire définie par les scientifiques sous le terme **d'hiver nucléaire** ou **d'apocalypse nucléaire** susceptible d'anéantir toute vie humaine sur cette

planète. **Les armes nucléaires sont dangereuses, illégales au regard du droit international, couteuses, moralement inadmissibles.** A travers l'article 6 du Tnp, 181 Etats dont la France se sont engagés à agir pour leur élimination, un Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN), est entré en vigueur le 22 janvier 2021. Pourtant aucun des 9 Etats dotés de l'arme nucléaire ne l'ont signé, **la France a décidé de doubler le budget en faveur des armes nucléaires**, les Usa ont prévu d'y consacrer environ 1000 milliards de dollars sur 15 ans, la Russie et la Chine répondent à travers la mise en place de fusées hypersoniques susceptibles de porter des armes nucléaires.

78 % des Français (sondage IFOP 2018) sont favorables au désarmement et 65 % sont favorables à ce que la France signe le TIAN. L'heure est à l'action en signant la pétition nationale soutenue par 190 organisations demandant la signature et la ratification du Tian par tous les Etats du monde.

### Usages civils et reconversion

**Indéniablement** dans de nombreux secteurs au vu des immenses compétences scientifiques portées par les salariés et du caractère dual de nombreuses technologies notamment électroniques, il est clair que celles-ci pourraient être utilement valorisées pour reconstruire en France une filière industrielle dans le domaine de l'imagerie et des technologies biomédicales (radiologie, mais aussi transmissions de données médicales ou opérations à distance etc.). Dans ces secteurs la France importe des produits réalisés par Siemens en Allemagne ou GE (General Electric) aux Usa. Mais les

activités militaires sont aussi porteuses d'un savoir-faire dans le domaine de la logistique qui pourrait être utilement mis en œuvre au bénéfice du bien-être et aussi dans le cas des catastrophes naturelles. Dans le cas des inondations dans le sud de la France, il a fallu attendre vraiment trop longtemps pour venir reconstruire des ponts dont avaient besoin les populations alors que les savoirs faire technologiques dans ces activités auraient pu rapidement mettre en place des réponses adaptées et efficaces. On trouve les moyens pour la guerre, pour lever des armadas pas pour construire des ponts en des temps records, ou pour sauver des migrants au milieu de la méditerranée ou de la Manche.

Pour faire face aux immenses défis actuels en particulier climatique, économique et sanitaire, tous les potentiels scientifiques et intellectuels doivent être mobilisés pour la recherche de solutions pour le bien commun de l'humanité. Au-delà de la nécessaire défense de la souveraineté du pays, l'hyper croissance des dépenses militaires dans le monde est un obstacle majeur à la construction d'un monde de justice et de Paix. Cela suppose une diversification et des reconversions des activités des industries liées au militaire en faveur d'une économie pour la paix. Un séminaire sur le thème « Qu'est-ce qu'une économie de paix » aura lieu au conseil économique social et environnemental en 2022.

Ensemble pour la paix, la justice, le climat, le désarmement nucléaire les droits humains.

Stop les guerres, stop les violences, stop la misère. ●



## Kanaky : Quatre questions à labe Lapacas secrétaire du mouvement des jeunes kanak en France ( MJKF)

**La pandémie de Covid 19 dont les kanak et les communautés océaniques sont les principales victimes n'est pas maîtrisée, une période de deuil d'un an a été décidée, la situation sanitaire rend impossible de tenir dans des conditions normales une campagne électorale décisive. Malgré cela le gouvernement français vient de décider de maintenir au 12 Décembre le troisième référendum. Que penses-tu de cette décision ?**

Au bout de 33 ans d'accords de paix, l'État français a trahi sa parole. Il montre le visage d'un État partial, qui ne reconnaît pas l'identité kanak, ni les cultures océaniques. Le gouvernement de M. Castex maintient quoi qu'il en coûte sa décision, pour défendre ses intérêts, ceux des loyalistes (à la France), contre les indépendantistes. L'esprit et la lettre de l'accord de Nouméa ont été bafoués. Pas de comité de signataire depuis 2019, pas de consensus sur la date de la consultation référendaire, pas de respect de la parole du précédent Premier ministre, pas de campagne sereine, et un parti pris assumé pour une Calédonie dans la France. Cette consultation référendaire questionne les kanak sur leur avenir sans prendre en compte leur identité. Le gouvernement français parle de paix mais prépare la guerre. Avec l'envoi de 2000 gendarmes, policiers et militaires de plus qu'aux deux précédentes consultations, il reproduit les mêmes erreurs que les gouvernements français des années 1980. On assiste à une embuscade programmée. Or, nous sommes en 2021. Le gouvernement français se trompe d'époque. On sait qui on est. On sait où on est. On sait où on veut aller. Mais l'État français ne veut pas laisser partir la Kanaky, ni les kanak. Il voit la ligne d'arrivée mais pas la réalité. Le gouvernement français a peur de la victoire des indépendantistes in fine. C'est un déni de reconnaissance. C'est un déni de démocratie. C'est un déni de justice. Sur les deux dernières consultations référendaires, le oui à l'indépendance a progressé de 43,60 % à 46,74 %.

En semant le trouble, en imposant la marche forcée vers le 12 décembre, le gouvernement français adopte un style martial révolu, au vieux relent colonial. Mais nous, nous sommes « sans haine et sans violence mais résolument pour l'indépendance ».

**Le gouvernement a refusé de donner une suite positive aux demandes faites par l'ensemble des organisations indépendantistes d'un report du referendum. Quelles pourraient être leurs réponses à ce déni de démocratie ?**

Tout d'abord, la non-participation à la consultation référendaire du 12 décembre, et la non-participation aux discussions le lendemain, le 13 décembre. Ensuite, certains partis indépendantistes, comme le Palika, ont annoncé se préparer à aller défendre leurs droits auprès des instances nationales et internationales et contester la consultation référendaire d'autodétermination, et son résultat. Quelle valeur attribuer à un vote de décolonisation auquel le peuple colonisé ne participe pas ?

**Cette décision va à l'encontre du processus de « décolonisation douce » initié par les accords de Matignon-Ouvéa. Penses-tu que l'importance des mines de nickel et celui géo-stratégique de l'espace maritime français pourraient être une explication du revirement du Gouvernement français qui a par ailleurs affirme clairement sa préférence pour le non à l'indépendance ?**

Le gouvernement Castex manque d'expérience et de considération. Créer un comité Leprédour sans tenir compte du comité des signataires, cadre politique historique de discussions entre les trois parties de l'accord de Nouméa est un calcul d'opportuniste et de révisionniste. Garder la Nouvelle-Calédonie sous tutelle française présente plusieurs



**NO RESPECT  
NO PARTICIPATION  
NO VOTE**  
#stolenreferendum

intérêts, stratégique, économique, financier, et géopolitique. L'État français est juge et partie. Les déclarations du président de la République et du Premier ministre donnent clairement le ton. La République française ne veut pas quitter la Kanaky. Non ! La République française ne serait pas moins belle sans la Kanaky ! Elle serait juste moins impériale ! Le gouvernement français viole le consentement des indépendantistes et l'accord de Nouméa.

**Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes étant un principe fondamental se pose également en Martinique, Guadeloupe, Réunion, Polynésie.... Le courant indépendantiste s'y heurte systématiquement à l'invitation à regarder à quel point les îles voisines devenues indépendantes sont par là-même devenues miséreuses... Par ailleurs est brandi le risque que pourrait représenter la Chine. Pourquoi en Kanaky l'arme de la peur semble ne pas, ou ne plus fonctionner ?**

Plus de trente-trois ans se sont écoulés depuis les accords de Matignon-Oudinot de 1988, et plus de vingt-trois ans depuis la signature de l'accord de Nouméa en 1998. Et si le bilan de ces mandatures se fait toujours attendre, il y a des avancées et des échecs dans les domaines sociaux, économiques et politiques, qui ont permis aux indépendantistes de démontrer leur capacité à développer et à diriger les provinces, les communes, le Congrès et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie depuis le mois de juillet dernier. Pour rappel, ce sont surtout les loyalistes qui ont dirigé le Congrès et le gouvernement durant près de trente ans.

Le discours de la peur ne fonctionne que sur les personnes qui ont peur ou celles réceptives à ce type de discours. Et en Kanaky, le droit français s'applique à géométrie variable. La campagne sur les réseaux sociaux intitulée « touche pas à mon vote », initiée par les loyalistes, commence déjà la propagande avant l'ouverture officielle de la campagne le 29 novembre

prochain. Et un ministre des Outre-Mer peut prendre un « apéro » en plein confinement strict avec des élus de l'archipel, en toute impunité. En réalité, le gouvernement français joue au pompier pyromane. La nomadisation se poursuit comme au bon vieux temps des colonies, sous couvert de prévention sécuritaire et sanitaire d'un État tutélaire dit impartial. Ni les loyalistes, ni l'État français n'ont changé à cet endroit. Ce tir stratégique vise les plus petits, les jeunes kanaks pour atteindre les plus grands, les élus indépendantistes. Alors que ce sont les jeunes de moins de 34 ans, qui représentent plus de 50 % de la population. Le discours de la peur ne fonctionne pas sur les indépendantistes. Les indépendantistes marchent avec la foi en Kanaky. Car la revendication identitaire dépasse cette peur. Et la progression du vote pour le oui à l'indépendance le démontre. L'émancipation est en nous. Elle nous appartient en tant que peuple et territoire à décoloniser.

La République française sait ce qu'elle perd avec une Kanaky indépendante. Elle tente le passage en force. Mais nous, kanak, nous sommes chez nous. Nous avons depuis Nainville les Roches en 1983, offert notre droit à l'autodétermination en tant que peuple autochtone colonisé, aux « victimes de l'histoire », descendants des colonies de peuplement, pénitentiaire et d'exploitation. Et cette peur de l'invasion chinoise véhiculée par les rapports français, le gouvernement français, les loyalistes français et autres élus français rappelle le réflexe nationaliste qui sommeille en chaque impérialiste français. Un point commun qu'ils partagent avec Zemmour. Dans l'absolu, la solution passe par une sortie de la République française pour les indépendantistes. Mais une sortie par le haut, apaisée, avec pour commencer, une consultation référendaire qui aurait lieu au deuxième semestre de l'an 2022.

● **Questions posées par Catherine Destom-Bottin et Henri Mermé**



## Debout les femmes !

François Ruffin n'en est pas à son premier coup d'essai. Il avait déjà produit « Merci patron » sur la cupidité des actionnaires et « J'veux du soleil » sur le mouvement des gilets jaunes. Il produit son 3<sup>ème</sup> film « Debout les femmes » avec Gilles Perret. Un film remarquable à tout point de vue. Il donne à voir des femmes dont on ne parle jamais, et qui pourtant jouent un rôle essentiel dans la société, des femmes dignes qui rendent leur dignité aux aidé.e.s. Elles sont auxiliaires de vie, animatrices périscolaires, accompagnantes d'élèves en situation de handicap, agentes d'entretien. Ce film met à l'honneur ces femmes « Le combat de travailleuses de l'ombre pour une plus juste reconnaissance » (Télérama). François Ruffin a mené le combat au parlement avec son collègue Bruno Bonnel député LREM. Ils ont été missionnés par le parlement pour produire des pistes d'analyse sur les métiers du lien. Ce rapport a été la source du film montrant des femmes où métier rime avec solidarité. Ce film émeut aux rires et aux larmes, ce film rend leur dignité à celles qui représentent la moitié du genre humain mais doivent encore se battre pour affirmer toute leur place dans la société.

### ● DANIEL ROME

Debout les femmes, documentaire, Réalisation Gilles Perret et François Ruffin, 84 minutes, Distribution Jours2fête et les 400 clous



## Ce gros mot de communisme

Drôle de titre pour un ouvrage très sérieux. Un gros mot est une expression injurieuse dont on use afin de heurter, malmené, agresser un ennemi de toujours ou du moment. C'est sous ce titre clin d'œil que Manuel Cervera-Marzal a interviewé 14 personnalités, toutes inscrites aux efforts contemporains pour penser un autre monde pour maintenant. Communisme ou communalisme, peut-on penser le changement au niveau local, national, ou mondial sinon rien ? Communisme, ça se cuisine dans la rue ou dans les urnes ? Penser une société communiste ou bien enfilez les réformes tel un collier de perles précieuses, sécurité sociale, temps de travail, congés payés, éducation, santé... Et le goulag, aux pertes et profits ? Et aussi, y-a-t-il déjà du communisme dans la sécurité sociale et les utopies concrètes qui sont d'ores et déjà à l'œuvre ?

Toutes ces questions et d'autres sont la chair du travail de Manuel Cervera-Marzal, lui-même chercheur en sciences sociales. Il présente son livre, certes comme un ouvrage collectif mais aussi comme un ouvrage polyphonique. Dans ce sens il a choisi de rassembler quatorze figures majeures de la pensée critique contemporaine dont les propos ne fabriquent pas de l'unisson loin de là...

On lira donc les contributions de : Alain Badiou, Etienne Balibar, Pierre Dardot, Alain Denault, Bernard Friot, Christian Laval, Chantal Mouffe, Irène Pereira, Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, Michèle Riot-Sarcey, Françoise Vergès, Sophie Wahnich et Slavoj Žižek.

### ● CATHERINE DESTOM BOTTIN

Ce gros mot de communisme, Manuel Cervera-Marzal, Éditions Textuel, Novembre 2021, 250 pages, 17,90 €



## La fabrique contemporaine des territoires

Ce petit ouvrage, très didactique, sera une source utile et pratique de références et d'outils pour celui ou celle que la transformation du territoire intéresse, ou plus simplement le comprendre.

D'accès facile, nanti de plusieurs encadrés illustrant ou complétant le texte principal, ce petit référentiel fait le tour de la problématique actuelle des territoires, premièrement en posant un cadre de définition, puis en brossant un état des questions de gestion et des mesures d'administration, enfin au regard de sa transformation.

Le territoire est devenu un nouveau sésame autant qu'une référence obligée pour l'action publique. Efficacité, proximité lui font une cour incessante.

Voici qui aide à s'y retrouver. On regrettera que les auteurs embouchent parfois sans vigilance les vulgates à la mode. Ainsi le principe de subsidiarité entre (niveaux de) collectivités et pouvoirs locaux sont l'expression et le soutien du capitalisme mondialisé. Ce pouvait être dit.

### ● PATRICK VASSALLO

La fabrique contemporaine des territoires, Rémi Barbier et Philippe Hamman (dir.), Éditions Le cavalier bleu, 2021, 138 pages, 12 €



## Parole donnée

Jean-François Laé, professeur de sociologie à Paris VIII, son équipe avec l'aide du conseil départemental de Seine-Saint-Denis nous livrent ici la parole, brute, de nombreux.se habitant.e.s du 93 pendant les premiers mois de pandémie et de confinement. Des appels au centre d'appel « de secours » ont été examinés et décortiqués, révélant son lot d'impasses, d'isolements, d'aides impossibles, l'espèce de cul-de-sac dans lequel se sont trouvés enfermés des populations par ailleurs maltraitées par le système et qui, elles, n'ont pas eu les moyens de s'échapper en région en ces temps abrupts et difficiles.

La parole des associations, des « aidants spontanés », de jeunes du bas de l'escalier dans les quartiers populaires complètent ce tableau anthropologique qui sonne comme un sévère rappel aux réalités. L'irruption de la mort, sans cérémonial et sans le temps du passage, en masse aussi prégnante comme le chômage à partir des années 80, les temps cassés, la peur qui suinte, tout cela raisonne comme une sorte d'AVC entre « les gens » et le monde du travail et de la société.

On lira avec attention l'introduction. Parole reçue. De la belle anthropologie du quotidien.

### ● PATRICK VASSALLO

Parole donnée, Jean-François Laé, éditions Syllepse, 2021, 144 pages, 15 €



## Satisfaction

Algérie 1962 : Michèle née en France mariée avec Brahim. Ils décident de vivre en Algérie. Ce roman est écrit comme un journal intime en 7 carnets et relate la difficulté d'être une femme, la difficulté pour les couples mixtes après l'indépendance. Ce roman, tout en finesse et en poésie où l'on devine les jardins remplis d'effluve de jasmin décrit les magnifiques paysages algériens, Tipaza et ses plages, qui nous font penser à Camus. « La nature est d'une beauté triste, on ne peut l'admirer sans pleurer, on ne peut la gravir sans tomber. » Elle décrit son ressenti intime, le désir pour son mari qui s'étiole et son corps qui ressent du désir pour une autre femme. Elle s'interroge sur le sens de sa vie, sa place de femme, son amour pour son fils Erwan et sa mélancolie qui la ronge. Roman sensuel sur l'enfance qui s'achève, l'amour qui s'égare et le désir qui fait perdre la raison. Elle vit en quelque sorte un exil intérieur.

« Je me suis trompée de vie. Je ne veux pas y croire, mais je l'écris, ce qui est écrit est à demi écarté. Il existe une illusion des mots, du langage qui parvient à réparer, ou, quand elle n'y parvient pas, à transformer la réalité, nous consolant de nos défaites. »

Un très bon roman...

### ● DANIEL ROME

Satisfaction, Nina Bouraoui, Editions JC Lattès, Août 2021, 288 pages, 20 euros

## La fracture Debout les femmes !

Voici deux films où tout s'embrace, qui nous disent d'un peuple au quotidien où tout se casse, valeurs et illusions comprises pour Catherine Corsini ; refus de l'injustice des premières lignes en dernière classe pour Ruffin et Perret.

Leur sortie quasi simultanée renvoie le regard de celles et ceux qui « n'ont que leur travail et la sueur pour vivre ». Sur les deux écrans, un jeu d'actrices (et d'acteurs) de toute qualité. Le camionneur gilet jaune répond à sa façon aux ex de Saint-Frères ; les femmes de ménage de l'assemblée aux personnels des urgences d'un hôpital parisien assiégé... aussi par les CRS.

Debout les femmes ! tourne avec parfois des débats. Il y a matière ; et belle manière. La fracture illustre ce fossé qui confronte une petite bourgeoisie (parisienne) qui s'en sort et une population pauvre, périphérique, lasse de tenter d'exister.

Deux beaux et intelligents moments de cinéma. Pour retourner dans les salles !

La fracture de Catherine Corsini avec Valeria Bruni-Tedeschi, Pio Marmai et Marina Fois. 2021

## Orelsan ? Mais grave !

**Ouvrir les yeux c'est tragique. Orelsan accompagne lentement une génération vers une conscience aiguë du réel, un réel précaire à réenchanter. Son nouvel opus, «Civilisation», marque la disparition de l'Orelsan potache pour laisser la place à un Orelsan grave. La fête est (définitivement) finie.**

La sortie du tube "l'odeur de l'essence" annonçait la couleur : l'album "Civilisation" sera politique. Mêlant à merveille les conseils ("regarde") et l'introspection critique ("on se bat pour être à l'avant d'un avion qui va tout droit vers le crash"), les constats sans issue ("on va tomber comme les mongols") et le glissement vers un état des lieux clinique ("tout le monde est sur la défensive, tout est sensible"), le morceau raconte l'époque inflammable que nous traversons (et qui nous traverse). Il fonctionne en duo avec le superbe récit slamé "manifeste" qui décrit une manif entre potes qui vire au drame, comme une prise de conscience de l'auteur face aux enjeux de l'époque. On remarque au passage le clin d'œil d'Orelsan aux infirmiers en lutte qui avaient réécrit son tube "basique" pour les besoins de la cause.

En chantant, il souhaitait "juste un passe-temps" mais son premier disque l'amène ailleurs ("je fais de la politique, je suis seul et triste"). Alors, même s'il tente de contenter son public dans "Casseurs flowters infinity", on sent vite que ça commence à être complexe de faire la fête sur un champ de ruine. Le morceau "baise le monde" est un bijou de lucidité qui déroule toutes les raisons de ne pas "profiter" d'une soirée : d'où viennent les crevettes ? Comment a été fabriqué mon jogging ? Combien de morts dus à la pollution ? Cette "mentalité zéro lendemain" nous en faisons partie tous à notre manière, et Orelsan met des mots sur notre mauvaise conscience. L'album fonctionne autour de chansons qui voyagent en binôme et la réponse à ce rejet de la superficialité est à chercher dans le morceau "Rêve mieux". Orelsan livre de nouveau un "conseil à la jeunesse" mais finalement il se parle à lui-même : "confonds pas réussite, gloire, bonheur et succès".

Autre duo de titres qui raconte une nouvelle étape dans la carrière (la vie ?) de notre rappeur : Ensemble et Athéna. Il n'y a pas d'homme ou de femme idéal-e. Son couple tangué mais il souhaite le préserver ("l'amour n'est pas parfait quand il est vrai") enterre les diatribes adolescentes de ses albums précédents où les pulsions sexuelles hantaient le chanteur. Alors bien entendu, Athéna est une déclaration d'amour classique ("tu me protèges et guides mes pas, Athéna") mais ce piano-voix est un hymne à un bonheur en couple qui semble souvent inaccessible (et peu souhaitable ?) à toute une génération. Sommes-nous si loin de la politique ?

Le dernier morceau, Civilisation, se conclut comme le premier : "ombre et lumière". Le chanteur affirme ses doutes mais assume aussi une volonté de changer les choses collectivement ("je peux pas le faire tout seul il faut que tu m'aides". "Réussir sans faire le bien c'est perdre"). Hymne lyrique à la vie ("un jour on va mourir, tous les autres on va vivre"), Orelsan souhaite partager son bonheur, un bonheur invivable dans un océan de misère. Il signe ici un manifeste aigre-doux à l'engagement, une quête utopique vers un monde plus civilisé.

Le monde bouge, l'art est un sismographe. ●

Laurent Eyraud-Chaume



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
<https://ceriseslacooperative.info/>